

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016



**pS-Eau**

programme  
Solidarité-Eau

Faciliter l'accès  
à l'eau et à l'assainissement  
pour tous

# Sommaire

<b>1. Qui sommes-nous?</b>	5
Nos missions: comprendre, appuyer, partager	6
Une dynamique d'acteurs en réseau	6
Des valeurs, des principes d'intervention	9
<b>2. Les actions menées en 2016</b>	10
Production de connaissances	11
Appui-conseil	16
Plaidoyer et communication	33
<b>3. Budget et organisation</b>	40
Fonctionnement et financements	40
Le conseil d'administration du pS-Eau	42
L'équipe du pS-Eau en 2016	43

# Construire ensemble un monde meilleur



Latrines scolaire à Tessaoua

L'Agenda 2030 définit un nouveau cadre d'action international s'appuyant sur 17 Objectifs de développement durable (ODD). Les activités du pS-Eau s'inscrivent totalement dans sa mise en œuvre et tout particulièrement en ce qui concerne l'ODD 6 et ses trois premières cibles : l'accès de tous à des services d'eau potable et d'assainissement adéquats et gérés en toute sécurité.

En parallèle, conscient de l'importance grandissante de la question climatique pour le secteur de l'eau, le pS-Eau a poursuivi en 2016 sa mobilisation pour approfondir la connaissance et la prise en compte des risques liés au changement climatique dans le développement des services d'eau et d'assainissement dans les pays du Sud. Les réflexions issues du groupe de travail constitué sur ce thème, explicitant les liens entre le changement climatique et les services d'eau et d'assainissement, ont été diffusées et très appréciées lors de la COP22 à Marrakech.

Ces deux cadres, l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris, complémentaires et structurants renforcent la cohérence des actions du

pS-Eau pour l'accès pérenne et universel aux services essentiels. Le pS-Eau est ainsi présent à la fois en France et à l'international et apporte son expérience et son savoir-faire grâce à l'appui du ministère des Affaires étrangères, de l'Agence française de développement et de l'Agence française de la biodiversité, ainsi que des agences de l'eau et des nombreuses collectivités territoriales française ou de leur syndicats.

En France, le pS-Eau agit avec le soutien des agences de l'eau (5 sur 6) et en collaboration avec les réseaux régionaux multi acteurs. La dynamique des « élus de l'eau » qui mobilise des élus locaux en prise avec les actions de coopération et qui ont accepté d'aller témoigner de leur engagement auprès des moins convaincus prend de l'ampleur. En 2016, ce sont ainsi 11 nouveaux « élus de l'eau » qui ont signé la charte, portant le total à 40. L'intérêt d'avoir une antenne à Lyon, rendue possible grâce à l'appui de Lyon Métropole, de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, et du Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes, est confirmé. Sur le plan de l'appui aux pro-

jets, le fonds Eau de Lyon Métropole demeure un modèle, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est l'agence la plus dynamique dans son appui aux initiatives du bassin et la Région AuRA maintient certains de ses appuis notamment via le réseau régional Resacoop. En Bretagne un mouvement du même ordre se dessine avec l'appui de la région qui se pérennise et qui fédère d'autres acteurs.

A l'extérieur le pS-Eau a poursuivi son animation de « réseaux-pays » sur les principaux territoires d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française : Bénin, Burkina Faso, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Sénégal, Togo. Des lieux de concertation sont ainsi animés dans les pays avec le concours du pS-Eau, au Burkina Faso (Actea), à Madagascar (Ran'Eau) ainsi qu'au Sénégal (avec un appui de l'Union européenne). De nouveaux partenaires financiers tant français qu'étrangers ou multilatéraux rejoignent progressivement ces plateformes.

L'animation de ces réseaux-pays est réalisée en lien étroit avec les principaux acteurs de ces pays intervenant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : services techniques des Etats, collectivités locales, ONG spécialisées, etc. mais aussi les diverses agences de coopération et les autres partenaires au développement.

L'activité de production de connaissances reste fortement ciblée sur l'assainissement, notamment en lien avec d'autres partenaires internationaux du secteur. Le pS-Eau est reconnu

comme organisation référente pour le suivi du thème « Integrated sanitation for all » du précédent forum mondial de l'eau et se mobilise pleinement sur ce thème pour le prochain Forum à Brasilia en 2018.

Faire entendre la voix de ses partenaires a toujours été une des préoccupations majeures du pS-Eau. Ainsi le pS-Eau a participé, parmi de nombreuses autres réunions internationales, à l'atelier « Achieving Universal Access to Urban Sanitation Services », organisé conjointement par la Banque mondiale, la Fondation Bill et Melinda Gates et l'Université d'Emory d'Atlanta où il a pu y partager les réflexions et expériences issues du monde francophone. Tout au long de l'année 2016 le pS-Eau a ainsi fortement contribué aux débats politiques et stratégiques internationaux, sur la question des ODD bien sûr qui a été un thème transversal à tous les débats, mais aussi sur les questions d'eau et de changement climatique. Le dynamisme du réseau pS-Eau, son inscription dans la conscience collective comme une ressource fiable et solide pour ceux qui souhaitent s'engager dans la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est confirmée en cette année 2016. La diversification de ses partenariats et de ses appuis font foi de la confiance que lui accorde le milieu de l'eau potable et de l'assainissement. ●

**Pierre-Marie Grondin**  
Directeur du pS-Eau

The image features a dark blue background with several lighter blue, curved, overlapping shapes that create a sense of depth and movement. In the center-left, there is a semi-transparent circular graphic. Inside this circle, the French question "Qui sommes-nous?" is written in a white, serif font. The text is centered horizontally within the circle and is the primary focus of the image.

Qui sommes-nous?

# Nos missions

comprendre, appuyer, partager

Un réseau au service de la solidarité internationale  
dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens en charge de l'environnement, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement.

Le pS-Eau a pour objectif d'accroître le nombre d'utilisateurs ayant accès à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène pérennes dans les Pays en Développement (PED) via le renforcement des actions de solidarité internationale. Il cible les acteurs français de la coopération au développement et leurs partenaires dans les PED. Il propose d'une part de renforcer leurs capacités à intervenir en solidarité internationale sur les secteurs eau, assainissement et hygiène, et d'autre part, de mieux mobiliser les différents moyens disponibles.

Pour mener à bien cet objectif, le pS-Eau est structuré en 3 axes d'intervention :

## Trois axes de travail

- **Innovation** : produire des études techniques et méthodologiques, animer des groupes de travail et des ateliers de formation ;
- **Appui-conseil** : renforcer les capacités des acteurs de coopération (aide à la conception et au montage de projets, mise en relation avec des partenaires techniques et financiers, organisation de rencontres thématiques et géographiques) ;
- **Mobilisation** : diffuser des informations, encourager la solidarité pour l'eau et l'assainissement, porter la voix de ses membres dans les débats internationaux.



© programme PHAM PHAT

Écolières au point d'eau d'une école de Tessaoua

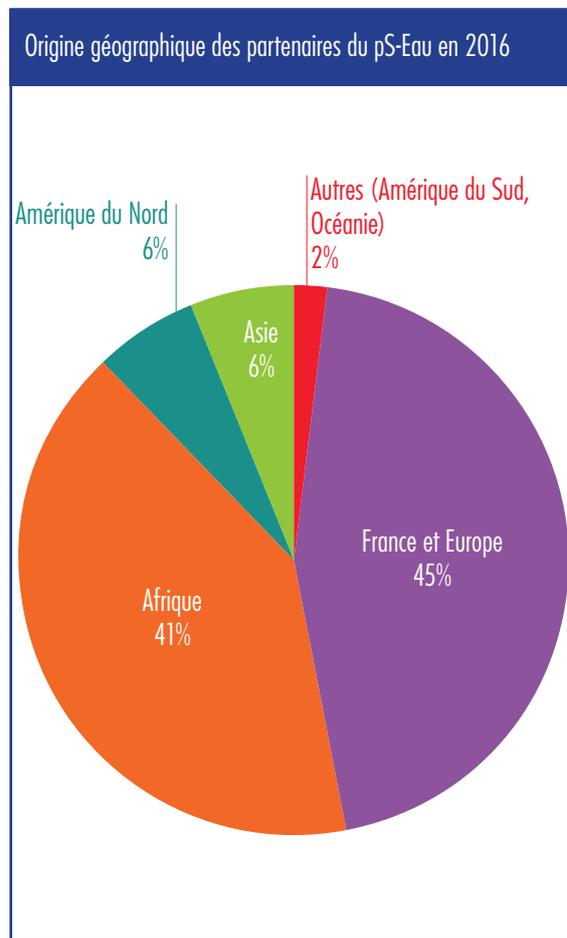
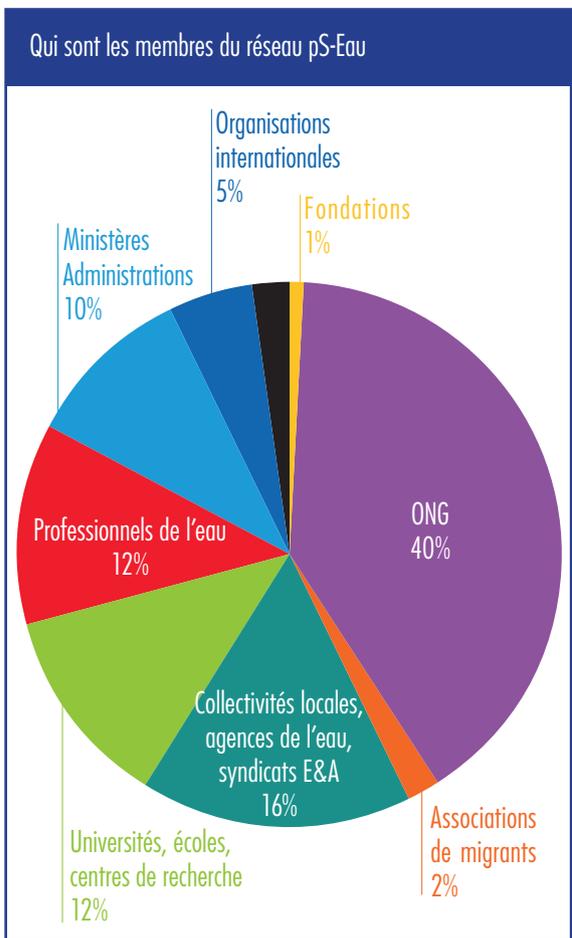
## Une dynamique d'acteurs en réseau

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations de la plus modeste à la plus ambitieuse.

Outre une association de 108 membres représentatifs de la coopération française dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant plus de 26 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.

Le pS-Eau est un réseau sectoriel multi-acteurs sans équivalent, ouvert à tous les organismes qui interviennent dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la solidarité, dans tous les pays : Etats et établissements sous tutelle, collectivités territoriales, agences de l'eau, organisations de solidarité internationale, associations de migrants, bureaux d'études, entreprises de l'eau, fondations, organismes de formation et de recherche, etc.

- les acteurs avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues (appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc.), parmi lesquels, ses membres adhérents.



- les acteurs auprès desquels le pS-Eau diffuse régulièrement des informations ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.)

Les membres du réseau pS-Eau sont répartis à 84 % en Europe et en Afrique. De fait, les pays au cœur de l'activité du pS-Eau sont la France, avec près de 15 000

contacts (38%), et les pays d'Afrique de l'Ouest, avec 8 100 contacts (26%).

En France comme en Afrique, les membres du réseau pS-Eau sont majoritairement des ONG, des associations de développement, et des collectivités locales. Cette configuration s'accorde au mandat fondateur du pS-Eau : l'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

**L'originalité et l'intérêt de ce réseau résident avant tout dans la diversité des membres qui le constituent : il en résulte une capacité de mobilisation d'expertise et d'expériences qui couvre l'ensemble des thématiques liées à l'eau potable et à l'assainissement.**

# Des valeurs

## des principes d'intervention

En provoquant des collaborations et des échanges, le pS-Eau permet de passer de la « bonne idée » ou de l'envie d'agir à un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.

### La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, les adhérents au pS-Eau partagent tous un ensemble de valeurs et d'objectifs communs :

- ❶ Susciter l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau
- ❷ Favoriser la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau
- ❸ Participer à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine
- ❹ Faciliter le financement de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres
- ❺ Organiser la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique
- ❻ Promouvoir la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public
- ❼ Proposer l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous

La diversité des initiatives de coopération internationale est une richesse que seule une large concertation peut enrichir et mettre en valeur.



Nos actions  
**en 2016**

# Production de connaissances

Améliorer l'accès à la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement

Les activités de production de connaissances ont vocation à contribuer à mieux comprendre et à améliorer l'accès à la connaissance pour les thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, notamment sur les aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques. Ces activités se déclinent autour de quatre axes d'interventions :

- Assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement.
- Approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche.
- Diffuser les enseignements de la recherche dans le cadre d'actions opérationnelles menées sur le terrain.
- Participer aux débats internationaux.

## ● Veille scientifique

### Comité scientifique du pS-Eau

Depuis plusieurs années le pS-Eau s'appuie sur un comité scientifique composé d'acteurs variés du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement : universités, bureaux d'études et acteurs de la solidarité internationale. Le comité scientifique, qui se réunit trois à quatre fois par an, a pour objectif d'appuyer l'équipe du pS-Eau dans l'animation de la fonction de veille sur les actualités du secteur et de débattre des questionnements thématiques issus des activités du pS-Eau.

[www.pseau.org/fr/comite-scientifique](http://www.pseau.org/fr/comite-scientifique)

## Revue Bibliographique Ressources

La revue Ressources n° 5 a été réalisée puis diffusée par courriel à plus de 25 000 contacts. Ce numéro s'est notamment focalisé sur les publications éditées à l'occasion de la Semaine mondiale de l'Eau qui s'est tenue en août 2016 à Stockholm. Une partie de la revue a également été consacrée aux Objectifs de développement durable (ODD).

[www.pseau.org/fr/biblio-ressources](http://www.pseau.org/fr/biblio-ressources)

Christophe Le Jallé

Colette Gênevaux

### ● Thématiques à approfondir

## Eau et changement climatique

Sollicité par les membres de son réseau, et conscient de l'importance grandissante de la question climatique pour le secteur de l'eau, le pS-Eau s'est mobilisé pour approfondir la connaissance et la prise en compte des risques liés au changement climatique dans le développement des services d'eau et d'assainissement dans les pays du Sud.

En 2015, un groupe de travail avait été réuni afin de caractériser précisément les liens entre le changement climatique et les services d'eau et d'assainissement.

En 2016, le pS-Eau a diffusé les résultats du groupe de travail lors de la COP22 à Marrakech, via la publication de dépliants en anglais et en français. Cet exercice d'explicitation et de compréhension des impacts du changement climatique a été très apprécié des acteurs de l'eau, et se poursuivra en 2017.

## Mise en œuvre de l'Agenda 2030 : les services d'Eau, d'Assainissement et d'Hygiène (EAH) et les ODD

Depuis septembre 2015, l'Agenda 2030 définit un nouveau cadre d'action international articulé autour de 17 Objectifs de développement durable (ODD).

Les activités du pS-Eau s'inscrivent directement en lien avec la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et tout particulièrement en ce qui concerne l'ODD 6 et ses trois premières cibles : pour l'accès de tous à des services d'eau potable et d'assainissement adéquats et gérés en toute sécurité.

Le pS-Eau a réalisé une note de synthèse pour informer largement sur le contenu de l'Agenda 2030 et fournir un éclairage sur la question des services d'eau et d'assainissement dans les ODD. Cette note a été diffusée en octobre 2016.

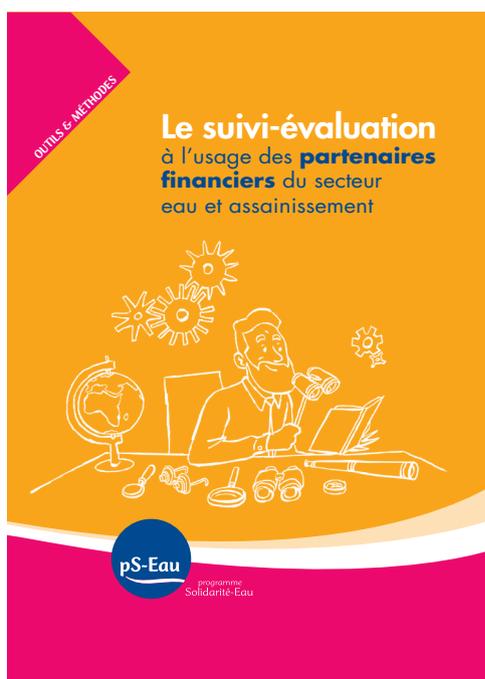
[www.pseau.org/fr/agenda-2030](http://www.pseau.org/fr/agenda-2030)

## Optimisation énergétique des services d'eau

Les enjeux énergétiques pour la fourniture de services d'eau potable durable sont élevés, notamment dans le contexte de changement climatique, qui impacte les ressources en eau et le fonctionnement des services.

En particulier, les coûts liés à l'exhaure et au pompage de l'eau constituent une part importante des dépenses des services d'eau potable. Afin d'approfondir cette question, un travail de synthèse a été réalisé par un étudiant de l'école AgroParis-Tech, avec un suivi du pS-Eau, disponible en ligne.

## Le suivi-évaluation adapté aux partenaires financiers



De nombreux financeurs de projets manifestent fréquemment leur volonté de mieux apprécier la qualité des actions qu'ils financent. Pour répondre à cette préoccupation, le pS-Eau a constitué et animé un groupe de travail comprenant un noyau dur de 8 structures (4 collectivités, une fondation d'entreprise et 3 organismes publics), poursuivant les objectifs suivants :

- ❶ présenter l'intérêt des dispositifs de suivi-évaluation pour un partenaire financier et les décliner en outils ;
- ❷ échanger sur les pratiques, les expériences et les outils actuels ;
- ❸ formuler des recommandations applicables par les partenaires.

Sur la base des échanges et des réflexions conduits par le groupe de travail constitué ad hoc, un guide sur le suivi-évaluation à l'usage des partenaires financiers du secteur eau et assainissement a été rédigé et publié en novembre 2016.

[www.pseau.org/outils/ouvrages/ps\\_eau\\_le\\_suivi\\_evaluation\\_2016.pdf](http://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_le_suivi_evaluation_2016.pdf)

## Formation SMC à Ouagadougou

Du 27 au 30 septembre 2016, le pS-Eau a organisé dans les locaux du centre des Métiers de l'Eau de l'Onema (Cemeau), une formation à l'élaboration de Stratégies municipales concertées (SMC) pour l'eau potable et l'assainissement. Les participants à cette formation provenaient des services techniques de municipalités, d'ONG locales ou internationales et de bureaux d'études locaux. Outre des présentations et des débats en salle, une demi-journée a été consacrée à une visite de terrain permettant de découvrir : le modèle mis en place par l'Onema en s'appuyant sur des délégataires pour la desserte en eau de quartiers non lotis ; le projet PériSan qui promeut l'assainissement amélioré dans ce même type de quartier ; et enfin la visite d'une station de traitement des boues de vidange.

**Christophe Le Jallé**  
**Colette Gènevaux**



## Participation aux débats internationaux

En 2016, le pS-Eau a participé à plusieurs événements internationaux. Ces rencontres permettent de diffuser les outils et les réflexions thématiques menées au sein du pS-Eau ainsi que de partager les expériences du monde francophone.

- Atelier "Achieving Universal Access to Urban Sanitation Services", 7-8 juin 2016, Atlanta, États-Unis

L'atelier a été organisé conjointement par la Banque Mondiale, la Fondation Bill et Melinda Gates et l'Université d'Emory d'Atlanta. Cet événement a rassemblé une soixantaine d'experts du monde entier pour réfléchir aux actions concrètes à conduire afin de relever les défis du secteur de l'assainissement en milieu urbain. Le pS-Eau y a partagé les expériences du monde francophone. L'atelier s'est clôt par la rédaction d'un appel à l'action pour un assainissement inclusif à l'échelle des villes.

- Semaine mondiale de l'eau 2016, 28 août – 2 septembre 2016, Stockholm, Suède

Le pS-Eau est traditionnellement présent à la Semaine mondiale de l'eau qui se déroule chaque année à Stockholm. Cet événement international organisé par Stockholm International Water Institute (SIWI), regroupe les acteurs du secteur de l'eau pour leur permettre d'échanger sur leurs pratiques et leurs activités. En 2016, la Semaine mondiale de l'eau s'est tenue du 28 août au 2 septembre. Cette année, le pS-Eau a participé à la réunion annuelle du réseau SuSanA (Sustainable Sanitation Alliance) dont il est membre depuis 3 ans. Le compte-rendu de ces rencontres a été publié sur le site internet du pS-Eau et a fait l'objet d'un article dans la Lettre du pS-Eau n°81.

- Forum Mondial de l'Eau : préparation du 8<sup>e</sup> Forum de Brasilia et suivi du 7<sup>e</sup> Forum de Daegu

Le pS-Eau a poursuivi en 2016, son implication dans le processus des Forums mondiaux, tout particulièrement sur le thème « assainissement ». Il a ainsi participé à la première réunion préparatoire du 8<sup>e</sup> Forum en juin à Brasilia. Le pS-Eau contribue également au suivi de la feuille de route lancée lors du 7<sup>e</sup> Forum en 2015 en tant qu'organisation référente pour le suivi de l'objectif 1.2 « Integrated sanitation for all ». Deux rapports d'avancement ont ainsi été publiés en 2016 avec pour le pS-Eau, un travail de coordination associé au recueil des avancées et progrès.

- RWSN7, 29 novembre – 2 décembre 2016, Abidjan, Côte d'Ivoire

La rencontre du Rural Water Supply Network (réseau des professionnels de l'eau potable en milieu rural) a lieu tous les cinq ans. Cette année, elle a eu lieu pour la première fois dans un pays francophone en Côte d'Ivoire (Abidjan). Le pS-Eau a participé à ces rencontres dans le cadre de ses activités de veille thématique.

[www.pseau.org/fr/observatoire/international/grands-rdv/forum-rwsn](http://www.pseau.org/fr/observatoire/international/grands-rdv/forum-rwsn)

## Conférences en lien avec le changement climatique : COP22 et Climate Chance

Le pS-Eau a poursuivi son implication dans les processus internationaux de lutte contre le changement climatique. Il a notamment questionné la place des services d'eau et d'assainissement dans la question climatique.

### ● Climate Chance, 26–28 septembre 2016, Nantes, France

Le pS-Eau était présent au Forum Eau qui s'est tenu lors du sommet Climate Chance, à Nantes, le 27 septembre 2016, en tant que membre de la coalition thématique Eau et Climat, créée à cette occasion. Celle-ci a regroupé différents acteurs non-gouvernementaux et de la société civile pour plaider en faveur de la prise en compte de la thématique eau dans les processus internationaux, en particulier la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

### ● COP22, 7–18 novembre 2016, Marrakech, Maroc

La COP22 a succédé à la COP21 au cours de laquelle des avancées importantes avaient été enregistrées, notamment à travers la signature d'un accord international sur le climat, applicable à tous, pour maintenir le réchauffement climatique en-dessous de 2°C. Pour la première fois de l'histoire des COP, la COP22 a dédié une journée entière à l'eau dans l'espace officiel.

Les acteurs de l'eau se sont mobilisés pour plaider pour l'importance de la thématique dans les mesures d'adaptation et d'atténuation. Le pS-Eau est notamment intervenu dans plusieurs sessions de la zone société civile et a animé un échange sur la relation entre services d'eau et d'assainissement et changement climatique, en partenariat avec l'association CARI.

[www.pseau.org/fr/observatoire/international/grands-rdv/cop](http://www.pseau.org/fr/observatoire/international/grands-rdv/cop)

Christophe Le Jallé  
Colette Génévaux



# Appui-conseil

**Renforcer les compétences des acteurs et améliorer la cohérence des actions**

Les acteurs locaux engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont de plus en plus nombreux et diversifiés. En France, la promulgation de la loi Oudin-Santini a enclenché une dynamique de mobilisation de nombreux et divers acteurs (collectivités territoriales, agences de l'eau, associations, ONG, fondations, etc.) sur des projets de plus en plus ambitieux.

L'efficacité globale des actions menées est cependant étroitement liée :

- à la capacité des acteurs à concevoir, sélectionner et mettre en œuvre des actions de qualité ;
- à la mise en cohérence de l'ensemble des actions, en particulier vis-à-vis des

cadres sectoriels et des stratégies de développement des pays d'intervention.

Ainsi, le pS-Eau accorde une attention particulière à répondre aux diverses sollicitations des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale. Afin de proposer un accompagnement encore plus pertinent et spécifique, le pS-Eau développe et entretient des relations étroites avec les pays de concentration de la coopération française.

## Accueil et accompagnement des acteurs français de coopération

L'accompagnement des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale vise à renforcer la coopération de proximité, à la rendre plus efficace, plus cohérente avec les cadres d'intervention nationaux et compatible avec les aides multilatérales et bilatérales, dont elle constitue un complément indispensable.

Cet accompagnement vise les acteurs non gouvernementaux (associations de solidarité internationale, associations

### Activités menées dans le cadre de l'accompagnement des acteurs français

- Accueil (téléphone, mail, entretien) de près de 160 acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.
- Accompagnement de collectivités et acteurs associatifs pour solliciter les fonds de soutien publics ou privés et répondre aux appels à projets européens, nationaux et locaux.
- Accompagnement des acteurs (agence des microprojets, Grand Lyon, Bordeaux Métropole, Pays de la Loire) dans la mise en place ou le fonctionnement de leurs fonds de soutien, notamment par un appui à l'instruction de projets.
- Travail d'accompagnement spécifique des associations de migrants notamment d'origine malienne et sénégalaise.
- Organisation de réunions techniques à Paris et en régions, pour informer les acteurs sur des thématiques spécifiques.
- Organisation de réunions d'information à destination des collectivités locales sur la mise en application de la loi Oudin et le pilotage de projets de coopération décentralisée.
- Participation aux groupes pays de Cités Unies France et apport de contributions sur les politiques sectorielles de l'eau et de l'assainissement dans différents pays.
- Elaboration de guides méthodologiques à l'attention des porteurs de projets
- Organisation de formations pour renforcer les capacités des acteurs dans le domaine de l'eau et l'assainissement

de migrants, ONG, collectivités territoriales et leurs groupements, agences de l'eau, fondations), en tant que porteurs de projets, ou en tant que partenaires financiers.

L'accompagnement des porteurs de projets peut se situer au niveau de la conception du projet (appui technique et méthodologique), au niveau du montage du projet (identifier les partenaires techniques et financiers, formuler une demande de financement), ou encore au niveau du suivi du projet et du suivi post-projet. L'accompagnement des partenaires financiers peut comprendre la définition d'une stratégie d'intervention (où intervenir? quelles actions financer?... ) et la façon de la mettre en œuvre (comment appliquer la loi Oudin, animer un comité d'instruction, évaluer un projet ex-ante...).

## Outils et méthodes pour agir

### • Suivi-évaluation

L'équipe du pS-Eau a mené en 2016, 7 missions de suivi-évaluation de projets sur le terrain : 2 au Togo, 1 au Mali, 1 à Madagascar, 1 au Burkina Faso et 2 au Sénégal. Chaque mission fait l'objet d'un rapport et d'une restitution orale avec les parties prenantes des projets évalués.

### • Modules de formation

À la demande des réseaux régionaux multi-acteurs et de certains membres, le pS-Eau a animé dans toute la France des formations sur le montage de projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Quizz, études de cas, visites et débats, sont venus ponctuer des enseignements plus théoriques afin de renforcer les acteurs de solidarité internationale dans leurs pratiques : Au total 15 sessions ont été animées.

## Appui-conseil en région

L'accompagnement des initiatives locales et l'animation à l'échelle des territoires et sous bassins se sont poursuivis en 2016. Les partenariats engagés dans cette optique avec des collectivités et agences de l'eau ont été confirmés avec la Métropole de Lyon, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la Région Bretagne, les Départements du Val-de-Marne et des Yvelines, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, l'Agence de l'eau Adour-Garonne, et l'Agence de l'eau Seine-Normandie, sur les territoires desquels des actions spécifiques ont été conduites et de nombreux acteurs ont été accompagnés.

En 2016, la loi Maptam et la loi NOTRe ont commencé à influencer les politiques internationales des collectivités. Le transfert accru des compétences eau et assainissement vers les agglomérations, les métropoles et les intercommunalités à l'échelle de territoires plus vastes a en effet concouru à rationaliser le cadre d'intervention des collectivités. Le pS-Eau a ainsi visé à sensibiliser et à mobiliser davantage de collectivités territoriales françaises en solidarité internationale dans le secteur de l'eau – assainissement – hygiène (EAH), que ce soit en soutien financier à des ONG du secteur ou via des partenariats directs avec des collectivités homologues dans les pays en développement.



## Appui sur le bassin Rhône-Méditerranée Corse

Le bassin Rhône-Méditerranée-Corse regroupe des portions importantes des territoires des nouvelles grandes régions créées en 2016 à la faveur de la réforme territoriale : Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie et Paca. Particulièrement dynamiques, ces territoires connaissent un secteur associatif foisonnant (associations de bénévoles, comités de jumelage, associations de migrants, Ong spécialisées) et plus de 140 collectivités territoriales engagées sur des actions de coopération et de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Le pS-Eau est présent sur le bassin depuis 2007, pour accompagner cette dynamique territoriale. En 2009, l'antenne Lyon-Méditerranée a été créée pour offrir aux acteurs de coopération un appui de proximité de plus en plus affiné et adapté, et répondre au plus près de leurs attentes. Depuis 2012, elle compte deux salariés à temps plein.

La création de cette antenne à Lyon et la présence de salariés permanents du pS-Eau n'est possible que grâce aux partenariats initiés avec des institutions particulièrement volontaires et impliquées en matière de coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement : la Métropole de Lyon, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Cette collaboration mutuelle et à des degrés divers avec ces institutions repose sur plusieurs axes structurants, au service de la mobilisation des acteurs de coopération de ces territoires et du renforcement de leurs capacités d'agir :

### Accompagner et échanger sur les projets des acteurs du bassin

Une cinquantaine d'acteurs ont bénéficié d'un accompagnement du pS-Eau sous la forme d'un appui-conseil individuel ou collectif (formations méthodologiques à la conception de projets, etc.).

3 formations ont été dispensées afin d'aider les acteurs de la coopération au développement à concevoir des projets dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. 5 ateliers d'échanges d'expérience et de capitalisation des pratiques ont été réalisés en 2016, dont 2 avec

une entrée thématique (le renforcement de la commune dans l'organisation des services d'eau et d'assainissement ; la qualité de l'eau dans les projets de développement des services d'eau potable) et 3 avec une entrée géographique (réunions d'information et d'échanges sur le secteur de l'eau, de l'assainissement et de la Gire au Mali, au Niger et au Maroc).

### Mobiliser les acteurs du bassin

3 réunions locales ont été animées par l'équipe du pS-Eau à Lyon sur le bassin RMC en 2016, en vue de promouvoir la solidarité internationale et la loi Oudin-Santini auprès des acteurs du développement.

Une dizaine de collectivités ont été mobilisées et accompagnées en vue de mettre en place une stratégie ou un projet de coopération.

### Analyser les pratiques de coopération au développement

Une étude a été engagée en 2016 afin d'approfondir la réflexion sur le lien entre acteurs économiques et acteurs de solidarité internationale : « quelles synergies créer, renforcer ? ». Ce travail sera réalisé au cours de l'année 2017.

La stratégie du pS-Eau pour conduire à bien ces multiples activités repose sur un rapprochement et un maillage resserré avec différents types d'acteurs et de structures présents sur ces territoires : collectivités, associations, secteur privé, société civile, collectifs, etc. Dans cet esprit, une convention cadre de partenariat entre le pS-Eau, l'AERMC et les réseaux régionaux multi-acteurs Bourgogne Franche-Comté International, Rescoop, Occitanie Coopération et Territoires Solidaires a été signée à la fin de l'année 2016, en vue de mener un programme d'actions et d'animation territoriale conjoint et articulé sur l'ensemble du bassin Rhône-Méditerranée-Corse.

**Philippe Mouton**

**Sophie Charpentier**

## Appui sur le bassin Loire-Bretagne

### REGION BRETAGNE :

Le partenariat avec la Région Bretagne a été renouvelé en 2016, afin de poursuivre l'animation sur le territoire, la mobilisation des collectivités territoriales et l'appui-conseil aux acteurs.

### Participer aux événements mobilisateurs sur le bassin

Le pS-Eau a pris part tout au long de l'année 2016, à différentes manifestations en vue de sensibiliser les acteurs de la coopération aux enjeux de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement :

- Carrefour des gestions locales de l'eau, Rennes, janvier 2016 : le pS-Eau a mobilisé son réseau autour de la 17<sup>e</sup> édition du carrefour des Gestions locales de l'Eau (CGLE) qui se tient chaque année à Rennes, événement d'envergure nationale qui réunit acteurs publics et privés de l'eau. Le pS-Eau y a tenu un stand d'information sur le village des associations aux côtés d'autres associations bretonnes et a organisé un atelier sur la mobilisation des collectivités territoriales et la jeunesse de nos territoires.
- Journée Mondiale de l'Eau (JME), Brest, mars 2016 : le pS-Eau a contribué à la tenue de la première JME brestoise aux côtés de la Métropole, à travers la participation à différentes actions : intervention dans un lycée ; tenue d'un stand d'information auprès du grand public ; mise à disposition dans les locaux de la mairie, de l'exposition « Agir pour l'accès à l'eau » mettant en exergue l'action de Brest Métropole au Burkina-Faso ; et animation d'une conférence grand public au sein de l'université. Cette journée fût également l'occasion pour quatre élus brestois de rejoindre la campagne des « Elus de l'eau » en présence des acteurs associatifs du territoire.
- Journée Eau et Climat – Semaine de la solidarité internationale, Saint-Brieuc, novembre 2016 : le pS-Eau a tenu un stand avec les associations briochines au palais

des Congrès et des Expositions de Saint-Brieuc autour de la thématique « Eau et Changement climatique ». L'exposition du pS-Eau « Agir pour l'accès à l'eau potable » y a également été installée pour l'occasion.

- Forum de la solidarité internationale du Finistère, Quimper, novembre 2016 : organisé par le département du Finistère, le Forum a réuni un très grand nombre d'acteurs associatifs engagés à l'international autour des nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD) qui fixent un cap pour les 15 prochaines années. Le pS-Eau y est intervenu pour présenter en détail l'ODD 6 dédié à l'eau et à l'assainissement afin que les acteurs locaux puissent se l'approprier.

### Accompagner et échanger sur les projets des acteurs du bassin

- Rencontre régionale sur le Burkina-Faso, Rennes, 22 novembre 2016 : portée par la région Bretagne à l'occasion de la venue en France d'une délégation burkinabé, la rencontre visait à créer du lien entre les acteurs bretons intervenant au Burkina Faso (associations, collectivités territoriales, acteurs privés). Il s'agissait d'approfondir certaines thématiques d'intervention dont celles de l'eau et de l'assainissement. Le pS-Eau a ainsi été mobilisé pour organiser et animer un atelier dédié à ce secteur.
- Appui-conseil aux acteurs de la région : tout au long de l'année, le pS-Eau répond aux demandes d'appui des collectivités et des associations bretonnes par la transmission de documentation, de conseils méthodologiques et/ou techniques, et l'identification de partenaires techniques ou financiers en France ou dans les pays d'intervention. En 2016, une dizaine de sollicitation ont été comptabilisées pour la Bretagne.

Par ailleurs, il est à noter que le pS-Eau a participé au cours de 2016, au processus de refonte de la plateforme des acteurs bretons de coopération internationale et de solidarité (ABCIS). L'aboutissement de ce processus est prévu pour les prochaines Assises de la solidarité internationale bretonne qui auront lieu en 2017.

**Sylvette Milin**

## Appui sur le bassin Adour-Garonne

### RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE :

Une convention de partenariat technique avec le réseau régional multi-acteurs (RRMA) Cap Coopération a été renouvelée en 2016 pour mutualiser l'action des réseaux régionaux et du pS-Eau. Outre les activités d'appui-conseil et de diffusion/relais d'informations, deux formations au montage de projet d'accès à l'eau potable ont eu lieu :

- à Angoulême avec l'appui du Resodi (réseau de Poitou-Charentes), le 4 octobre 2016 à la Maison des Peuples ;
- à la Maison des Suds au sein de l'Université Bordeaux-Montaigne à Pessac, le 13 décembre 2016, avec l'appui logistique de Cap Coopération.

**Sylvette Milin**

### REGION OCCITANIE :

Au cours de l'année 2016, le partenariat avec le réseau régional multi-acteurs Occitanie Coopération (ex Midi-Pyrénées Coop Dev'), s'est poursuivi avec l'organisation conjointe de plusieurs activités.

### Participer aux événements mobilisateurs sur le bassin

Le pS-Eau a participé à l'Agora de la coopération et de la solidarité internationales (le 14 novembre), grand rendez-vous annuel des acteurs de coopération de la région Occitanie. Pour la première fois depuis sa création en 2011, cet événement a rassemblé des acteurs venus des deux régions (Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon).

### Accompagner et échanger sur les projets des acteurs du bassin

Une session de formation collective a été assurée à Toulouse le (le 23 septembre), afin de proposer aux acteurs basés dans la région, un accompagnement pédagogique à l'élaboration et au montage de projets.

Un Jeudi du pS-Eau portant sur la question « coopération économique et solidarité internationale : quelle articulation pour l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement ? » s'est tenu (le 15 décembre), et a été l'occasion de rassembler différents porteurs de projets intéressés et concernés par cette thématique et d'échanger autour d'expériences concrètes.

### Mobiliser les acteurs du bassin

Une rencontre autour du 1% eau s'est déroulée à Tarbes en partenariat avec Occitanie Coopération et la Compagnie d'aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG), dans les buts suivants :

- sensibiliser les acteurs aux enjeux de l'accès à l'eau et à l'assainissement ;
- informer sur les moyens de s'engager dans ce secteur et les appuis techniques et financiers existants ;
- recueillir les besoins et les attentes des acteurs.

**Sylvette Milin**

**Sophie Charpentier**

## Appui sur les bassins Rhin-Meuse et Artois-Picardie

En 2016, les partenariats avec les Agences Rhin-Meuse et Artois-Picardie ont principalement porté sur l'appui à l'animation du réseau Ran'Eau (p30). À noter néanmoins :

- 22 mars, JME à Saint-Omer avec signature de la charte des élus de l'eau.
- Octobre, mission de suivi au Sénégal, conduite en binôme avec l'agence Artois-Picardie.
- À Metz, organisation d'une réunion « Pérennité et bonne gestion des services d'eau potable et d'assainissement ».

## Appui sur le bassin Seine-Normandie

Présent historiquement sur le bassin Seine-Normandie, le pS-Eau maintient ses relations de proximité avec les collectivités territoriales et les associations de solidarité du bassin, grâce au soutien de l'agence de l'eau Seine-Normandie et des départements du Val-de-Marne et des Yvelines.

### Participer aux évènements mobilisateurs sur le bassin

Le pS-Eau a participé à la préparation et à l'animation d'évènements organisés sur le bassin dans le cadre de la Journée Mondiale de l'Eau et de la Semaine de la Solidarité Internationale :

- Journée Mondiale de l'eau, organisée par l'association Noé International et la Mairie de Champigny-sur-Marne, le 26 mars 2016 ;
- Rencontre autour de la coopération avec Duguwolowila (Mali) et de l'accès à l'eau, organisée par la ville de Gentilly, lors de la Semaine de la Solidarité Internationale, le 19 novembre 2016.

### Accompagner et échanger sur les projets des acteurs du bassin

En complément à l'accompagnement individualisé aux porteurs de projets, le pS-Eau a :

- animé des rencontres d'échanges et d'informations (rencontre sur les ressources en eau dans les Yvelines en novembre en présence de partenaires maliens) ;
- proposé des formations (formations organisées avec le GIP Ycid, Aquassistance et Electriciens sans Frontières sur l'assainissement, le pompage solaire ou encore la gestion des services d'eau potable) ;
- appuyé des dispositifs de financement dans l'instruction des projets eau/assainissement (avis, production de notes, participation au jury : Programme Codev de la région Ile-de-France, Agence des Micro-projets et PraOsiM du Forim)

**Béatrice Tourlonnias**  
**Guillaume Aubourg**

## Animation d'espaces de dialogue et de concertation sur les principaux pays d'intervention

Dans un objectif général de partage d'expériences et de mise en cohérence des actions avec les cadres sectoriels nationaux des pays d'intervention, le pS-Eau anime des « réseaux-pays » sur les principaux territoires d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française : Bénin, Burkina Faso, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, océan Indien, Sénégal, Togo.

L'animation de ces réseaux-pays est réalisée en lien étroit avec les principaux acteurs intervenant dans chacun de ces pays : services techniques des Etats, associations de municipalités, Instituts français, agences de coopération, ONG spécialisées, etc.

Pour chacun de ces pays, l'animation de ce réseau consiste à :

- Assurer le recensement des acteurs intervenant dans le secteur (porteurs de projets, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études et entreprises) et des projets menés. Ces informations sont collectées et mises à disposition dans une base de données accessible depuis le site web du pS-Eau. Ce recensement quantitatif est dans certains cas complété par une analyse qualitative des actions menées par la coopération décentralisée et non gouvernementale française, qui ont fait l'objet de publications.
- Organiser des espaces d'échanges entre les intervenants, en France en présence de partenaires du Sud, et au Sud lorsque la demande le justifie.
- Assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie sectorielle nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française.
- Diffuser régulièrement de l'information aux acteurs français intervenant dans le pays à travers des mailings, des newsletters régulières et la tenue à jour de pages web « pays ».
- Réaliser des outils spécifiques à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur : fiches et guides pays.
- Par ailleurs, sur les zones secondaires d'intervention de la coopération française, le pS-Eau assure une veille sur les informations importantes et organise ponctuellement des réunions d'échanges ou des missions d'expertise en fonction de la demande.

Les fiches pays



Les « fiches pays » présentent de manière synthétique les informations essentielles à connaître avant d'intervenir dans le secteur eau et assainissement dans un pays donné.

Une vingtaine de fiches sont désormais téléchargeables en ligne sur le site du pS-Eau :

[www.pseau.org/pays](http://www.pseau.org/pays)

Elles portent sur les principaux pays d'intervention des acteurs français de coopération (Bénin, Burkina Faso, Haïti, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Sénégal), mais aussi d'autres pays tels que Burundi, Cambodge, Cameroun, Congo, Equateur, Guinée, Laos, Mauritanie, Palestine, RDC, Togo, et sur des territoires de l'océan Indien (Union des Comores, Grande Comore, Mohéli, Anjouan, La Réunion et Mayotte).

Un lien vers les pages du réseau RWSN, qui diffuse des informations sur des pays anglophones que nous connaissons moins, a également été créé afin de compléter cette gamme de ressources :

[www.rural-water-supply.net](http://www.rural-water-supply.net)

**Maroc**

**Accompagner de nouvelles coopérations**

- Participation aux assises de la coopération décentralisée franco-marocaine : les 8 et 9 décembre 2016, se sont déroulées les assises de la coopération décentralisée franco-marocaine. Dans ce cadre le pS-Eau a organisé en amont, un atelier abordant le thème de la gestion intégrée de la ressource en eau (Gire). Plus de 50 personnes ont pu y participer, notamment de nombreuses collectivités locales marocaines issues du milieu



rural. Cet atelier a permis de présenter les expériences réussies dans le domaine de la Gire des acteurs des deux pays dans le cadre de coopération décentralisée ou non. Un point particulier a également été présenté sur les questions liées à la réutilisation des eaux usées, sujet régulièrement considéré comme essentiel face au changement climatique mais avec peu d'expérience réussie au Maghreb.

- Accompagnement des acteurs français dans leur dynamique de coopération au Maroc :

- o Un travail a été développé en 2016, en concertation avec l'association Experts solidaires, afin de favoriser la coopération décentralisée entre des communes de l'Hérault et des communes du bassin de l'oued Arghane au Maroc. Cette initiative fait suite au schéma d'aménagement de gestion intégrée de l'eau, issu de la coopération décentralisée entre le département de l'Hérault et le Conseil régional Souss Massa Draa.

- o Rencontres d'échanges : lors des différents échanges avec les acteurs marocains, différentes demandes émanant de collectivités locales ont pu être identifiées, dont 3 offrent un fort potentiel pour des collectivités françaises. Des pistes sont déjà identifiées pour développer des partenariats avec au moins deux de ces collectivités :

les villes de Pézenas et Neffiès dans l'Hérault en lien avec le député du Lot et Président du partenariat français pour l'eau (PFE), Monsieur Jean Launay. Ses pistes devraient se concrétiser en 2017.

- Capitalisation et diffusion de l'information : une dizaine de fiches projet sur des actions mises en œuvre au Maroc ont été capitalisées et une newsletter a été diffusée à l'ensemble du réseau.

Plus d'informations : [www.pseau.org/maroc](http://www.pseau.org/maroc)

**Christophe Brossé**

## Burkina Faso

### Structurer le réseau Actea

Après avoir consulté ses partenaires burkinabés, le pS-Eau a impulsé début 2015, la mise en place d'un réseau d'échanges entre acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso.

Malgré une année fortement marquée par le processus de transition, puis par les élections présidentielles, 2016 a tout de même permis de poursuivre la mise en place du réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso (Actea), à travers la réalisation d'actions concrètes et le renforcement du dispositif d'animation locale. Ce dernier repose sur la contractualisation d'un partenariat avec l'organisme burkinabé Acdil, et la présence d'un animateur à Ouagadougou pour assurer la coordination générale des activités.

- Réunion d'échanges et de partage d'expériences :
  - o Atelier technique sur le suivi-évaluation des services d'eau potable et d'assainissement. Parallèlement aux échanges (débat en plénière et travaux de groupe) de l'atelier qui s'est tenu en janvier 2016 à Kombissiri, une visite de site a été organisée ;
  - o Formation à l'élaboration de stratégies municipales concertées (SMC) : en partenariat avec le centre des Métiers de l'eau, le pS-Eau a organisé une formation du 27 au 30 septembre. Cet atelier a rassemblé une vingtaine de participants et a été animé par Christophe Le Jallé du pS-Eau et Emmanuel Ngnikam, enseignant-cher-



heur à l'Ecole nationale supérieure polytechnique de Yaoundé et coordonnateur de l'ONG ERA Cameroun.

- o Des outils pour faciliter la circulation de l'information : envoyées à l'ensemble du réseau d'acteurs intervenant dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso (soit environ 950 personnes), les lettres d'information ont vocation à partager les actualités du secteur (évolution du cadre institutionnel, agenda, compte-rendu de rencontres susceptibles d'intéresser certains acteurs, etc.). Parallèlement, un site internet spécifiquement dédié au réseau Actea a été mis en ligne fin 2016, pour relayer l'actualité du secteur de l'eau et de l'assainissement et les expériences à partager : [www.actea.org](http://www.actea.org)

- Animation du comité de pilotage : responsable des orientations stratégiques du réseau, le comité de pilotage du réseau Actea, s'est réuni à plusieurs reprises au cours de l'année 2016, sous l'impulsion de l'Acdil et du pS-Eau, afin d'établir un bilan des activités, le plan d'actions de la phase suivante, définir un logo pour le réseau, etc.

Plus d'informations : [www.actea.org](http://www.actea.org) [www.pseau.org/burkina](http://www.pseau.org/burkina)

**Sophie Charpentier**

## Sénégal

### Un dispositif d'animation et d'appui-conseil renforcé

- Mise en place d'un dispositif d'animation au Sénégal : dans le cadre d'une convention avec la cellule de coordination du programme d'eau potable et d'assainissement en milieu rural (Pepam) et l'Association Drôme-Ardèche Ourossougui (Ados), un point focal a été mis à disposition du réseau afin de :

- o assurer un meilleur suivi de l'actualité et de l'évolution du secteur ;

- o répondre à la demande locale d'échanges et de mobilisation d'expertise ;

- o valoriser et tirer les enseignements des nombreuses expériences au Sénégal ;

- o continuer à renforcer les liens entre acteurs français et autorités publiques sénégalaises pour une meilleure prise en compte de ces coopérations dans le suivi du secteur.

- Accueil d'une délégation sénégalaise : une délégation sénégalaise, composée du coordinateur du Pepam, du directeur général de l'office des Forages ruraux et du secrétaire permanent de l'association des Maires du Sénégal a été accueillie en France du 18 au 24 juin 2016, pour participer à plusieurs réunions d'échanges et d'information à Paris et en région :

- o Réunion annuelle des acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale français à Paris : organisée le 20 juin 2016 à Paris, la rencontre a réuni près de 90 acteurs (collectivités, associations, acteurs privés, etc.) L'accent a été mis sur le secteur de l'hydraulique rurale qui connaît une importante réforme avec les délégations de service public en cours, ainsi que sur le rôle des collectivités territoriales dans la gouvernance des services. Des exemples d'intervention d'acteurs français ont également été partagés.

- o « Benchmarking » sur la gestion locale de l'eau à Cherbourg-en-Cotentin et à Houdan : afin d'alimenter la réflexion sur l'évolution du cadre institutionnel de l'hydraulique rurale sénégalais, la délégation s'est rendue dans ces deux collectivités françaises engagées en coopération décentralisée au Sénégal. Des réunions avec les élus, les techniciens et les représentants d'usagers autour du suivi, du contrôle et de la régulation des services ont été organisées.

- Réunions d'échange et d'information : un atelier sur l'optimisation énergétique des services d'eau en milieu rural et petits centres au Sénégal a été organisé en novembre 2016 à Dakar, en partenariat avec le Pepam et l'OFOR. L'atelier s'est tenu le 8 novembre 2016 à la résidence de Mamoum à Dakar. La rencontre a réuni une cinquantaine de participants issus des secteurs de l'hydraulique et de l'énergie : ministères, services techniques, bureaux d'étude, gestionnaires de services d'eau, Ong, fournisseurs d'équipements hydrauliques et de solutions énergétiques. Cet événement a alterné retours d'expériences d'acteurs de terrain, débats en plénière et travaux en groupe. Une note de synthèse issue de ces travaux est disponible en téléchargement sur le site du pS-Eau.

- Appui-conseil aux acteurs et diffusion d'informations via la newsletter Sénégal et les outils numériques du pS-Eau

Plus d'informations : [www.pseau.org/senegal](http://www.pseau.org/senegal)

### Sylvette Milin



## Mali

### Amplifier et valoriser les initiatives concertées

Malgré des contraintes liées au contexte de sécurité, les initiatives sont de nouveau croissantes au Mali. Le pS-Eau a été actif pour accompagner cette dynamique en 2016, à travers des activités d'appui conseil (notamment auprès de la diaspora) et de mise en contacts des acteurs pour une efficacité des opérations.

- Réunions d'échanges et de partages d'expériences :
  - Journée d'information et d'échanges organisée en collaboration avec CUF sur le thème « Eau et assainissement au Mali : Bilan des OMD et retours d'expériences », en juin 2016. De nombreux intervenants ont pris part aux échanges dont Yaya Boubacar, directeur national adjoint de l'hydraulique ;
  - Rencontre d'échanges techniques **organisée par le Sedif : intervention sur la « La gestion du service d'eau potable au Mali »**, 19 octobre 2016 ;
  - Rencontres d'informations et d'échanges organisées à Versailles, le 7 novembre 2016 et à Lyon le 9 novembre 2016. Les deux réunions avaient pour sujet commun : « Mobilisation de la ressource en eau en termes de quantité et de qualité : Comment s'en assurer dans les projets d'alimentation en eau potable ? ».
- Mission de terrain au Mali (Bamako, Koulikoro, Sikasso), du 13 au 22 juin 2016 : plusieurs activités ont été conduites au cours de cette mission :
  - Approfondissement du partenariat stratégique avec la direction nationale de l'hydraulique (DNH) ;
  - dialogue avec les services de l'ambassade de France et les principaux opérateurs (Unicef, Giz, Igip, Protos) ;
  - participation à l'atelier de finalisation du Livre bleu Mali.
- Contribution à la démarche Trackfin Mali : initiative de l'OMS visant à proposer aux Etats une méthodologie de suivi du financement du secteur WASH. Le pS-Eau a été mobilisé sur cette initiative via la participation à des ateliers d'information et la fourniture de données.



- Appui individualisé : poursuite de l'accompagnement d'une quinzaine d'associations issues de la diaspora (plusieurs financements complets ou partiels obtenus), et organisation d'une campagne groupée d'études hydrogéologiques.

Plus d'informations : [www.pseau.org/mali](http://www.pseau.org/mali)

**Guillaume Aubourg**

## Niger

### Valoriser les expériences des collectivités et des associations

Afin d'encourager et de consolider les partenariats de coopération franco-nigériens, plusieurs activités ont été organisées en 2016, dans le cadre du réseau Niger :

- Réunions d'échange et d'information avec des représentants des autorités nigériennes en charge de la décentralisation et de l'hydraulique :
  - Rencontre avec Mme Hadiza Alfari Saley, Ministre déléguée auprès du Ministre de l'intérieur, de la Sécurité

publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses du Niger, organisée à l'AESN le 18 juillet ;

- o Rencontres avec M. Taweye, directeur des études et de la programmation et M. Sandao coordinateur du plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau, du Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement, organisées à Lyon et Paris en octobre.

- Journée annuelle Niger : en 2016, la journée annuelle du réseau a été organisée à Lyon, le 26 octobre en partenariat avec le Resacoop et avec le soutien de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet événement fut l'occasion de rencontrer les nombreux acteurs de la région impliqués au Niger. Les échanges ont porté sur le thème « Hydraulique rurale au Niger : quelles ressources pour quels besoins ? »

- Mission terrain à Niamey et à Zinder : dans le cadre du projet « Mise en œuvre de la stratégie d'hygiène et d'assainissement de la ville de Zinder », une mission conjointe Val-de-Marne/pS-Eau a été organisée au Niger en octobre, en vue d'effectuer un point d'avancement sur le projet et visiter les premières installations. L'Ambassade de France a facilité la réalisation de cette mission. La chargée de mission « coopération décentralisée et société civile » de l'ambassade a ainsi pu se rendre à Zinder avec le reste de la délégation. Ce sont des signes encourageants pour les partenaires de coopération impliqués au Niger.

- Capitalisation des projets mis en œuvre à Zinder, Maradi et Tessaoua : le pS-Eau a été sollicité pour capitaliser les expériences du Val-de-Marne et de Zinder, ainsi que celles du SIAAP et des Villes de Maradi et de Tessaoua, en partenariat avec l'AIMF et le RAIL-Niger. Une plaquette de présentation du projet de Maradi a été réalisée sur la base des informations collectées lors de l'évaluation menée par Eau Vive. Les travaux se poursuivent en 2017.

Plus d'informations : [www.pseau.org/fr/niger](http://www.pseau.org/fr/niger)

**Béatrice Tournonias**



## Bénin

### Consolider la dynamique d'appui

L'animation du réseau Bénin s'est poursuivie et intensifiée cette année grâce à une meilleure (re) connaissance du pS-Eau par les acteurs du secteur et à la poursuite du Programme Mono, cofinancé par l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, avec l'enclenchement d'une phase 2 jusqu'en mars 2018. Ce programme comporte notamment une composante d'appui au montage de nouveaux projets de coopération décentralisée entre collectivités/ONG françaises et collectivités béninoises implantées sur le bassin du Mono.

Cette animation repose sur un ensemble d'activités :

- Missions de terrain permettant de s'informer sur les dernières actualités du secteur et des enjeux prioritaires, pour diffuser ces informations auprès des acteurs de coopération français et béninois ;
- Mises à jour en continu de contacts et de fiches actions sur la base de données du pS-Eau et l'atlas des projets en ligne du pS-Eau ;
- Participation aux Assises de la coopération décentralisée franco-béninoise :



o Groupe pays Bénin de Cités unies France (CUF) : participation aux travaux et aux réflexions préparatoires aux Assises de la coopération décentralisée bénino-française ;

o Deuxième édition des Assises de la coopération décentralisée bénino-française organisée à Cotonou les 4 et 5 novembre 2016 : intervention spécifique du pS-Eau en plénière dédiée à la gestion des services publics d'eau, d'hygiène et d'assainissement ;

- Accompagnement des acteurs français de coopération et des communes béninoises partenaires, dans la conception et le montage de projets eau, assainissement et gire (une douzaine d'acteurs et de projets sont en cours d'accompagnement).

Plus d'informations : [www.pseau.org/benin](http://www.pseau.org/benin)

**Philippe Mouton**

## Togo

### Accompagner l'émergence et la mise en place de nouveaux partenariats

- Mise en place d'un Programme d'appui aux collectivités togolaises pour le renforcement de leurs services d'eau et d'assainissement : depuis 2016, le pS-Eau participe, au programme d'amélioration de la gouvernance locale pour l'exercice de la maîtrise d'ouvrage communale (PAGLE-MOC). Celui-ci a pour but de contribuer à l'amélioration de la performance des collectivités togolaises dans la délivrance des services publics de base aux populations. Ce programme de 3 ans est coordonné par l'union des communes du Togo, qui s'est associée à Eau Vive et au pS-Eau pour la mise œuvre du volet dédié à l'eau et à l'assainissement. Il bénéficie des cofinancements de l'Union européenne, de l'ambassade de France au Togo et du conseil départemental des Yvelines).

Le rôle spécifique attendu du pS-Eau consiste à accompagner les communes togolaises pour développer des collaborations avec des collectivités et des ONG françaises. La participation du pS-Eau à la mise en œuvre du PAGLE-MOC lui offre ainsi l'opportunité d'impulser toute une gamme d'activités d'animation.

**Philippe Mouton**

## Liban

### Favoriser les échanges entre acteurs de l'eau et de l'assainissement

- Accompagnement des acteurs français dans leur dynamique de coopération au Liban :
  - o Suivi et accompagnement tout au long de 2016, du projet de coopération du Siaap avec trois fédérations de municipalités du sud Liban et avec la ville de Beyrouth. A l'occasion du Congrès de l'AIMF une délégation du Siaap s'est rendue à Beyrouth. M. Martin, en sa qualité de Maire de la ville de Nogent-sur-Marne et de Président du Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication (Sipperec), a accompagné la délégation du Siaap. Le pS-Eau a participé aux réunions de travail réunissant le Siaap, son partenaire local Madina, les fédérations partenaires, la ville de Beyrouth et le bureau d'études Hydroconseil ;

- o Identification et analyse des besoins de l'établissement des Eaux de la Bekaa en vue de la préparation d'un partenariat avec Eau de Paris et le Siaap. Le pS-Eau a également accompagné le Président de l'établissement des Eaux de la Bekaa lors d'une série de rencontres et de visites avec le Siaap et Eau de Paris, en décembre 2016.

- o Participation au comité de pilotage du programme de coopération du parc naturel régional des Pyrénées-Catalanes et de la Fédération de Municipalités de Bcharré.

- o Accompagnement à la mise en place d'un partenariat de coopération décentralisée sur l'assainissement non collectif entre les villes de Noisy-le-Roi et de Bailly avec la municipalité libanaise d'Antoura.

- o Participation aux rencontres du Département de l'Aude et de la Communauté de communes de l'Hérault avec la Municipalité de Zgharta-Ehden en vue de la préparation d'un projet de coopération sur l'assainissement.

- Animation d'un réseau d'acteurs en France : organisation d'un atelier d'échanges le 6 décembre 2016 à Paris, au siège du Siaap, sur le thème « Accompagner les municipalités libanaises dans la définition de leurs besoins et la formulation de solutions pour l'assainissement des eaux usées ». Des visites techniques ont été organisées pour la délégation libanaise sur la station de filtres plantés de roseaux de la municipalité de Champeaux et auprès du Syndicat intercommunal pour l'Aménagement hydraulique de la vallée de l'Yvette (SIAHVV).

- Appui au renforcement de capacités des acteurs locaux : organisation en partenariat avec Madina et Hydroconseil, d'un séminaire national d'information dans le cadre du projet de coopération du Siaap. La rencontre s'est focalisée sur les techniques d'assainissement naturel au Liban permettant de répondre à la demande des municipalités désireuses de s'informer sur ces techniques émergentes dans le pays.

- Mise en forme et diffusion de l'information :

- o Des fiches techniques décrivant les procédés d'assainissement naturel mis en place au Liban ont été élaborées, en partenariat avec Hydroconseil et Madina. L'une concerne la technique de traitement par filtres plantés de roseaux et l'autre le lagunage. Elles sont disponibles en anglais, arabe et français sur le site du pS-Eau ;

- Plateforme d'informations et d'échanges pour les acteurs de l'eau et de l'assainissement au Liban : le pS-Eau a réalisé un travail d'identification des besoins sur l'accès à l'information et les échanges, auprès des acteurs intervenant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Liban. De ce travail de diagnostic, d'importants besoins et pistes d'activités pour 2017 ont émergé concernant la diffusion et la mise en forme de l'information ainsi que sur la facilitation des échanges.

Plus d'informations : [www.pseau.org/liban](http://www.pseau.org/liban)

Claire Papin-Stammose

Béatrice Tourlonnias

Vincent Dussaux



## Madagascar

### Échanger, partager et nouer des partenariats

- Animation de groupes de travail : afin de répondre à la demande des acteurs locaux, des groupes de travail sur des thématiques spécifiques ont été mis en place par le réseau Ran'Eau :

- o Groupe de travail sur la qualité de l'eau : mis en place en 2015, le groupe d'experts a poursuivi ses réflexions et son travail en 2016. Le groupe a été divisé en trois commissions travaillant chacune sur un sous-thème spécifique. En 2016, quatre réunions ont été organisées en mars, juin, octobre et décembre.

- o Groupe de travail suivi technique et financier (stefi) : la thématique continuant de soulever de nombreux questionnements, le groupe de travail poursuit ses travaux de réflexion notamment à partir de l'expérience en cours du projet Eaurizon (Coopération Lyon Métropole/région Haute Matsiatra). Les travaux en atelier ont permis d'élaborer des messages consensuels. Le compte-rendu de l'atelier à Fianarantsoa est disponible.

- Rencontres d'échanges à Madagascar : le réseau Ran'Eau organise régulièrement des rencontres d'échanges au niveau national mais également régional, afin de débattre localement de sujets d'actualité :

- o Rencontre d'échanges nationale sur le thème « Assainissement urbain : la gestion des boues de vidange », les 19 et 20 Avril à Toamasina.

- o Rencontre d'échanges nationale autour du sujet « La performance des réseaux d'eau potable » (les 27 et 28 octobre 2016 à Antananarivo).

- o 3 ateliers régionaux ont été organisés à Madagascar en avril et décembre 2016, dans des antennes du Cite (Centre d'information technique et économique), afin de discuter des problématiques locales du secteur EAH et de déterminer les activités à mener ensemble avec les acteurs malgaches et en collaboration avec les directions régionales du Ministère de l'EAH.

- Appui au renforcement de capacités : le pS-Eau en partenariat avec le Cite, a organisé tout au long de 2016 différentes formations répondant aux besoins du secteur :

- o Formation en « gestion et entretien de bornes fontaines et/ou blocs sanitaires » auprès de fontainiers et gestionnaires de toilettes publiques de la commune de Mahajanga.



- o Formation sur « Préservation de la ressource en eau et maintien de l'hygiène des points d'eau » à l'attention des KFF (Comités de Développement de Fokontany) de la Commune urbaine d'Arivonimamo et de la Commune rurale d'Arivonimamo II, dispensée par l'antenne du Cite.

- o Formation sur « Le montage de projets eau et assainissement » organisée en partenariat avec la région Bretagne et le département du Finistère, qui a accueilli la rencontre dans ses locaux à Quimper. La formation a été animée par le pS-Eau avec la participation du Gret.

- Réunions institutionnelles : deux réunions institutionnelles du réseau Ran'Eau ont eu lieu en 2016 :

- o Réunion institutionnelle Ran'Eau le 07 Juillet 2016 à Aix-en-Provence. Cet événement a été l'occasion de faire se rencontrer la diversité d'acteurs intervenant ou souhaitant intervenir à Madagascar, mais aussi de revenir sur les activités du réseau Ran'Eau et sur les services proposés. Une « séance collective d'appui-conseil » a alors été dispensée afin de donner des éléments de base aux participants en termes de conception et mise en œuvre de projets EAH.

o Réunion institutionnelle Ran'Eau, le 16 décembre 2016 à Antananarivo, en partenariat avec le ministère de l'EAH. L'événement, qui a réuni 90 personnes, a permis dans un premier temps de faire le bilan des activités menées en 2016, et durant la période 2014-2016 à travers l'évaluation du programme triennal. Les axes de travail du prochain programme triennal ont également été définis.

- Diffusion d'information : toute information collectée ou produite par le réseau est partagée et diffusée auprès de tous les acteurs et spécifiquement auprès du Ministère EAH et ses Directions régionales. Ces informations portent essentiellement sur les acteurs de la coopération décentralisée et les expériences qu'ils mènent. Les actualités du secteur et les actions des partenaires sont valorisées à travers différents outils, notamment le site internet du réseau et la newsletter périodique.
- Evaluation Ran'Eau 2014-2016 : une évaluation du programme triennal sur la période 2014-2016 a été menée par un bureau d'études local. Le rapport a mis en avant les acquis et points forts du réseau mais a également soulevé les points restant à développer et à améliorer. Ce rapport est disponible auprès du Cite et du pS-Eau.

Plus d'informations : rapport d'activités 2016 du réseau Ran'Eau ou sur [www.raneau.org](http://www.raneau.org)

Plus d'informations : [www.pseau.org/madagascar](http://www.pseau.org/madagascar) ;

**Liana Rajaonariv**

**Vincent Dussaux**

## Océan Indien

### Bilan et perspectives

- Capitalisation des activités du réseau : né de la volonté conjointe de plusieurs acteurs de la zone (Sieam, AFD, Agence de Santé Océan Indien (ARS OI), préfecture de Mayotte, Cite), le réseau océan Indien a pour objectif de favoriser la coopération inter-îles dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Sur la base d'un diagnostic de la situation dans ce domaine, le réseau s'est attaché en priorité à structurer le projet d'observatoire régional des services, à mettre en place l'offre de formation aux métiers de l'eau et de l'assainissement, et à accompagner le montage de projets « phares » de coopération inter-îles. Ce document de capitalisation permet de prendre connaissance des activités menées par le réseau océan Indien depuis 2014, et des orientations futures qui guideront les actions du réseau pour 2016-2018.

Plus d'informations : [www.pseau.org/outils/ouvrages/ps\\_eau\\_reseau\\_ocean\\_indien\\_juillet\\_2016.pdf](http://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_reseau_ocean_indien_juillet_2016.pdf)

**Pierre-Marie Grondin**





# Plaidoyer et communication

Diffuser des outils, animer des débats, et accroître la mobilisation des acteurs locaux

En complément de l'appui apporté aux porteurs de projets, et des efforts de production de connaissances, le pS-Eau mène également des activités de sensibilisation et de diffusion de l'information pour encourager un plus grand nombre d'acteurs à se mobiliser, et à porter des messages forts et engagés au sein des débats nationaux.

Ces activités de plaidoyer et de communication jouent un rôle prépondérant et transversal en vue de faire connaître largement nos ressources et nos outils auprès d'une grande diversité d'acteurs, valoriser les expériences intéressantes, diffuser les enseignements de la recherche et promouvoir la solidarité internationale.

## Promotion de la coopération décentralisée et de la loi Oudin-Santini

Afin d'accroître la mobilisation de la solidarité internationale (tant en nombre d'acteurs qu'en volumes financiers mobilisés), une partie des activités menées par le pS-Eau vise à sensibiliser les acteurs potentiels à s'engager dans le financement d'actions dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Cette sensibilisation passe par différents biais :

- Organisation de réunions pour sensibiliser les collectivités territoriales non impliquées à ce jour sur les bénéfices d'un engagement dans la solidarité internationale ;
- Participation à des conférences, tables rondes, etc. organisées par des partenaires afin de présenter les enjeux liés à l'eau potable et à l'assainissement auprès de publics variés (élus, acteurs associatifs, universitaires, scolaires...) tant en France qu'à l'étranger ;
- Production et diffusion d'outils de communication et de sensibilisation ;
- Contribution aux débats internationaux sur les enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement et plaidoyer auprès des instances nationales et européennes.

## Sensibilisation et mobilisation des acteurs français

- **Renforcement de la campagne des « élus de l'eau »**
- 11 nouveaux élus de l'eau : dans la poursuite du lancement de la campagne des « Élus de l'eau » en juin 2015, 2016 a été marquée par de nombreux élus acceptant de rejoindre cette mobilisation solidaire en faveur des actions de solidarité internationale dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Ce sont ainsi 11 nouveaux « élus de l'eau » qui ont signé la charte, portant le nombre total des élus de l'eau à 40 à la fin de l'année 2016.
- Réunion annuelle des élus de l'eau, 9 juin 2016 : cette réunion ouverte aux élus de l'eau et à ceux pouvant le devenir, a permis aux signataires de la charte de se rencontrer et d'échanger sur les initiatives que chacun(e) mène sur son territoire dans le cadre de son rôle d'« ambassadeur ». La réunion a ouvert de nouvelles pistes d'action afin d'entretenir la dynamique impulsée.
- **Poursuite du plaidoyer en faveur du 1% eau :** Le pS-Eau a poursuivi en 2016, son action de plaidoyer en vue de rallier toujours plus d'élus à la cause de l'eau et de l'assainissement pour tous :
  - Colloque « Coopération internationale, une chance pour nos territoires », 11 mars 2016 (Paris) : Ce colloque organisé à l'initiative du Député Bertrand Pancher, a offert une tribune de premier plan pour faire connaître le dispositif du 1% eau ;
  - Sommet Climate Chance, 26-28 septembre 2016 (Nantes) : à l'occasion de la première édition du Sommet des acteurs non étatiques pour la lutte contre le changement climatique, le pS-Eau a pu présenter lors d'une session dédiée aux financements innovants organisée par Platforma, CUF et l'AFD, le mécanisme du 1% Oudin-Santini.

Plus d'informations : [www.pseau.org/fr/1pourcent](http://www.pseau.org/fr/1pourcent)

Pierre-Marie Grondin



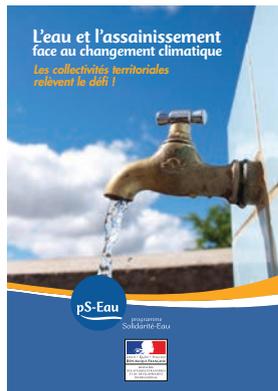
Signature de la Charte des Élus de l'eau.

## Production, diffusion d'outils de sensibilisation et valorisation des dynamiques locales de solidarité



### • Déclinaison pour le bassin Seine-Normandie de l'exposition Agir pour l'eau potable

Dans le cadre du partenariat du pS-Eau avec l'Agence de l'eau Seine-Normandie, une nouvelle version de l'exposition Agir pour l'accès à l'eau potable a été élaborée. Les deux derniers panneaux de l'exposition sont consacrés aux acteurs du bassin impliqués sur des programmes de coopération dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.



## • Réalisation d'un dépliant et d'une plaquette pour la COP 22

• Dépliant en français : « Eau et changement climatique : les collectivités territoriales relèvent le défi »

• Plaquette en anglais : « WASH services and climate change : an overview »

## • Promotion de la journée mondiale des toilettes (15 octobre 2016) et de la Journée mondiale du lavage des mains (19 novembre 2016)

Pour ces deux journées de mobilisation mondiale, qui se succèdent à un mois d'intervalle, une liste de supports de sensibilisation, d'outils et de films vidéo, spécifique à chacun de ces deux thèmes a été diffusée. L'objectif consiste à aider les associations, et les collectivités, à organiser des événements à l'occasion de ces journées et ainsi valoriser leurs actions.

• Journée mondiale du lavage des mains : 117 documents en français et 105 documents en anglais ont été diffusés ;

• Journée mondiale des toilettes : 53 documents en français et 45 documents en anglais ont été diffusés.

## Plaidoyer pour l'eau et l'assainissement au niveau européen

### • Mobilisation collective pour faire de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement une priorité de l'agenda européen

L'année 2016 a été jalonnée par un certain nombre d'actions menées collectivement au niveau européen avec les ONG de l'eau, en vue d'inciter la Commission européenne à placer la thématique de l'eau et de l'assainissement en haut de l'agenda des politiques et des financements, dans le cadre de la définition d'un nouveau consensus européen pour le développement et de la préparation du futur accord de Cotonou à horizon 2020 :

• Réunions des parties prenantes : 3 réunions se sont succédées en 2016 (février à Brème, mai à Bruxelles, décembre à Paris) afin de poursuivre le travail collectif engagé sur l'Objectif de Développement Durable 6, et de faire le point avec l'ensemble des parties prenantes (Action contre la Faim, Akvo Foundation, Borda, Both Ends, Cercle Français de l'Eau, Coalition Eau, Eau Vive, End Water Poverty, European Water Partnership, PFE, Green Cross International, Helvetas, Oxfam, Protos, Water Aid, etc.), y compris les Institutions européennes (Commission européenne, députés européens), sur le suivi et la réalisation de cet objectif au niveau intra-européen comme hors UE ;

• Rencontres avec des eurodéputés français : 2 rencontres ont eu lieu en 2016. L'une en septembre avec le député européen Michel Dantin, afin de lui exposer la démarche de lobbying en faveur de l'eau dans le cadre de l'Agenda 2030 et de la révision de la politique européenne du développement. Une seconde rencontre a été organisée en décembre avec le député européen Maurice Ponga, dans le but de lui soumettre des amendements mettant en avant la thématique de l'eau à intégrer dans le rapport sur la révision du consensus européen pour le développement.

- Participation à la consultation publique de la Commission européenne sur la révision du consensus européen pour le développement : transmission des réponses au Commissaire européen en charge du Développement, Neven Mimica, à l'occasion de la conférence « L'Avenir de la politique européenne de développement », à Paris en novembre 2016.

- **Plaidoyer 1% eau Europe :**

Le pS-Eau a poursuivi avec Solidarité Eau Europe (SEE) son travail d'animation de la plateforme européenne de promotion des mécanismes de financement solidaires pour l'eau (Water 1%) et continue à apporter son expérience et son approche sur ces sujets :

- Mise à disposition d'informations sur le 1% solidaire pour l'eau au plus grand nombre et valorisation des actions menées en Europe : le pS-Eau met à disposition sur son site internet de l'information concernant le 1% solidaire pour l'eau en Europe et a créé un site internet dédié, confié au SEE qui pilote désormais la plateforme européenne des financements solidaires.

- Prise de contact avec les Institutions européennes et les Ong afin de renforcer leur mobilisation autour du 1% solidaire en Europe : cela s'est traduit par des échanges avec Platforma pour définir la mise en place d'actions communes au niveau européen sur les mécanismes de financement solidaires. La défense du mécanisme du 1% a également été mise en avant dans la réponse à la consultation publique de la Commission européenne sur le nouveau consensus européen pour le développement.

- **Participation à la conception de projets en Europe de l'Est particulièrement en Moldavie**

Le pS-Eau appuie le SEE dans la conception et le suivi de projet eau-assainissement-hygiène en Moldavie :

- Une mission a été organisée en août 2016. Un rapprochement avec le programme de soutien aux institutions animé par l'OIEau a également été initié lors de l'Euro-Riob ;

- Participation à la conférence du réseau européen des organismes de bassin (Euro-Riob) à Lourdes en octobre 2016, qui a rassemblé 199 participants de 44 Pays. Le pS-Eau et le SEE ont pu à cette occasion, faire valoir la solidarité internationale, et consolider la notoriété sur ce champ. Ainsi, la « déclaration de Lourdes » relatant les travaux, indique que « l'UE et les États membres devraient maintenir un haut niveau d'appui financier pour la solidarité avec les pays voisins de l'UE et les pays du Sud afin de favoriser l'amélioration de la gouvernance de l'eau dans les bassins et soutenir le développement de financements solidaires pour l'accès à l'eau et à l'assainissement ».

Plus d'informations : [www.pseau.org/1pourcent](http://www.pseau.org/1pourcent) ;  
[www.pseau.org/fr/observatoire/europe/solidarite](http://www.pseau.org/fr/observatoire/europe/solidarite) ;  
[www.water-1percent.org](http://www.water-1percent.org)

Pierre-Marie Grondin

Jacky Cottet



## Animation de débats et organisation d'échanges entre les acteurs du réseau

### Les «Jeudis du pS-Eau»

Depuis 2013, le pS-Eau a lancé un format d'échanges et de débats différents : les Jeudis du pS-Eau. Organisés 3 fois par an, ce sont des moments conviviaux entre les membres du réseau, qui permettent de se réunir pour échanger et débattre sur des sujets transversaux, parfois polémiques, des sujets qui intéressent nos partenaires et qui font l'actualité du secteur de la solidarité pour l'eau et l'assainissement. Trois débats ont été organisés en 2016, sur un créneau de 2h, avec une vingtaine de participants et des intervenants experts des sujets abordés :

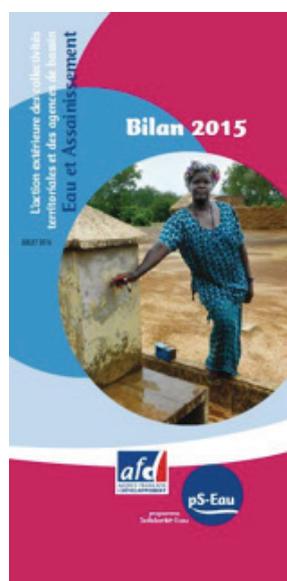
- Le 9 juin à Paris, Jeudis du pS-Eau n° 13 : « Comment poursuivre le soutien à l'accès à l'eau et à l'assainissement au Sahel ? »
- Le 24 novembre à Paris, Jeudis du pS-Eau n° 14 « Le coût réel des services essentiels et son partage : leçon de 3 villes en développement »
- Le 15 décembre à Toulouse, Jeudis du pS-Eau n° 15 « Coopération économique et solidarité internationale : quelle articulation pour l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement ? »

Les comptes-rendus de ces débats sont disponibles sur [www.pseau.org/jeudis](http://www.pseau.org/jeudis)

Aïssatou N'Diaye-Sydney

### • Recensement et valorisation des acteurs et des actions

Afin de disposer d'une vision globale et objective de la coopération non gouvernementale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure le recensement des projets menés et des acteurs mobilisés, et diffuse ces informations dans des bases de données consultables librement sur son site internet.



### • Le monitoring des engagements financiers de la coopération décentralisée

Comme chaque année, le pS-Eau a collecté les données sur les engagements financiers pris sur l'année précédente (2015) par les collectivités et les Agences de l'eau. Le montant total en 2015 est ainsi estimé à 27,1 millions d'€ dont 23,1 millions via la loi Oudin Santini.

Informations et plaquette disponibles sur [www.pseau.org/fr/coopdec](http://www.pseau.org/fr/coopdec)

- **L'Annuaire des acteurs du secteur**

Contenant aujourd'hui plus de 31 000 contacts francophones et 9 000 anglophones, dont les coordonnées sont accessibles pour un quart d'entre eux directement en ligne, l'annuaire du pS-Eau recense les acteurs clés de la coopération internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : les acteurs de la coopération, leurs partenaires du Sud, mais aussi des partenaires techniques et financiers répartis dans plusieurs pays, notamment en France et en Afrique francophone, qu'ils soient ONG, collectivités, bureaux d'études, consultants, experts, organismes de recherche et de formation, institutions internationales, etc.

[www.pseau.org/organismes](http://www.pseau.org/organismes)

- **L'Atlas des actions eau et assainissement**

Qui sont les acteurs de la coopération au développement intervenant dans un pays ou dans une région ciblée ? Quels sont les partenaires techniques mobilisés ? Quelle est l'origine des sources de financement ? Quels types d'ouvrages sont réalisés ?

A toutes ces questions, l'Atlas des projets et partenariats fournit une cartographie dynamique recensant plus de 1630 actions (+ 130 nouvelles opérations en 2016).

[www.pseau.org/atlas](http://www.pseau.org/atlas)

## Mise à disposition d'informations sur le secteur

Pour répondre à un fort besoin des acteurs de la solidarité internationale, de disposer d'informations utiles pour leurs interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure une veille permanente et met à disposition toutes les informations concernant l'actualité du secteur et de ses acteurs : évolution des politiques sectorielles nationales, initiatives et expériences en cours, événements, opportunités de financement, offres d'emploi, appels à pro-

positions, offres de formation, etc. Ces informations sont diffusées par différents moyens accessibles à tous les acteurs, au Nord comme au Sud.

- **Un site internet pour se documenter**

Afin de répondre en permanence aux besoins des acteurs du secteur en termes de recherche de partenaires, d'informations, de savoirs, etc. le site web du pS-Eau est continuellement enrichi de nouvelles pages, et met à disposition toute l'actualité sur le secteur.

Certaines pages sont également disponibles en Anglais.

- **Des mailings ciblés envoyés aux membres du réseau**

Le pS-Eau envoie régulièrement à ses abonnés par e-mail des informations spécifiques pouvant les concerner : grands événements du secteur (rencontres), opportunités de financement (appels à propositions, etc.), publications. Ces mailings sont ciblés en fonction des intérêts, des missions et de la localisation géographique des destinataires, qui peuvent eux-mêmes choisir leur type d'abonnement.

En 2016, 60 diffusions ciblées ont été réalisées par courrier électronique aux membres du réseau.

- **Une bibliothèque numérique et une base Pédag'eau**

Le travail de veille documentaire et d'enrichissement de la bibliothèque numérique est mené de manière continue par l'équipe du pS-Eau.

En 2016, ce sont près de 560 documents qui ont été rendus disponibles au public sur le site du pS-Eau, venant s'ajouter à un éventail déjà très large de publications sur le secteur. Près de 3640 documents de référence (dont 3080 téléchargeables directement), ainsi que plus de 2000 documents pédagogiques (dont près de 1220 téléchargeables), sont ainsi actuellement consultables sur la bibliothèque numérique et la base de données Pédag'eau.

En 2016, ces ajouts totalisent un cumul 31 000 pages et 23 heures de films vidéo en ligne.

[www.pseau.org/outils/biblio](http://www.pseau.org/outils/biblio)



## Une Lettre d'information diffusée à tout le réseau

Moyen d'information et de communication privilégié du pS-Eau, la lettre est la production écrite la plus diffusée par l'association. Elle est un moyen à la fois de tenir les partenaires informés des activités du pS-Eau et des actualités du secteur, et de faire connaître et de diffuser les enseignements de programmes d'action ou de recherche menés par les acteurs français de coopération. Chacun des 3 numéros de l'année a été diffusé à environ 1000 exemplaires en format papier, et à 26 000 destinataires par courrier électronique, touchant ainsi une grande diversité d'acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement.

## • Le pS-Eau sur les réseaux sociaux

Afin de communiquer certaines informations de manière plus informelle et plus spontanée, toucher un public différent de celui des autres vecteurs de communication, et créer un sentiment d'appartenance à une communauté, le pS-Eau a créé en 2012 sa page Facebook et sa page Twitter.

Fin 2016, le pS-Eau rassemblait 1500 « fans » sur Facebook et 900 abonnés sur Twitter, soit une augmentation respective de 500 abonnés et de 400 followers.

### Rendre effectif le droit universel à la santé et à l'éducation

**A**vec de la communication universelle de l'information ouverte à tous, de la circulation mondiale des marchandises nous continuons à peiner à nous unir pour donner accès à tous à des conditions de vie décentes. Pourtant la menace nous fait saigner. Nous constatons que les conflits, la misère, les épidémies, le manque d'éducation, la ruine des bases sociales sapées par le mercantilisme et l'extrême nous exposent à la violence aveugle de ceux qui la subissent. Des fonds sont débloqués d'urgence pour améliorer le sort de populations victimes d'oppressions, oppressions que nous ne cessons depuis des décennies de dénoncer. Ce sort difficile nous le connaissons, les articles dans ce numéro montrent que des hommes de tous bords et de toutes origines se sont mobilisés pour apporter des solutions. Chaque fois ces actions sont décrites comme s'inscrivant dans un environnement économique pilonnière en France comme au Niger ou au Tchad avec des retards colossaux à combler en matière d'accès à l'hygiène et l'assainissement. Cette

situation est certes due aux déséquilibres des échanges qui suivent de nombreux pays, à l'aggravation des risques liés au climat, mais la principale responsabilité reste celle des classes dirigeantes de ces pays qui laissent leur population privée d'accès aux services de base, sans éducation et donc sans arme pour faire entendre leurs volontés. L'ignorance dans laquelle est maintenue une grande partie de la population mondiale est un facteur de risque tout aussi important que celui du changement climatique vis-à-vis duquel le principal outil de lutte est bien sa compréhension et sa maîtrise. Comme pour ce qui est décrit au Burkina ou au Niger, c'est bien tout ce qui est entrepris pour donner à la fois accès à l'eau et à la nourriture et à l'éducation qui va permettre un autre avenir. En France à Cuba ou au Burkina Faso c'est le rêve de cet accès permanent et universel à la santé et à l'éducation qui a porté les populations, à des époques et des contextes pourtant très différents, mais avec la même aspiration à un avenir commun riche dynamique et porteur d'espoir. ●

Pierre-Marie Grandin  
Directeur du pS-Eau

Pour ne rater aucune info, rejoignez-nous sur :

 [www.facebook.com/pSEau](http://www.facebook.com/pSEau)

 [www.twitter.com/pSEau](http://www.twitter.com/pSEau)

### Contacts

• Michel Taquet et Aïssatou N'Diaye-Sydney : [communication@pseau.org](mailto:communication@pseau.org)

# Budget et organisation

Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. L'association est présidée par M. Pierre Frédéric Ténrière-Buchot. Le conseil d'administration compte 19 membres en 2016 ; une équipe permanente de 14 personnes, dirigée par Pierre-Marie Grondin, en applique les décisions.

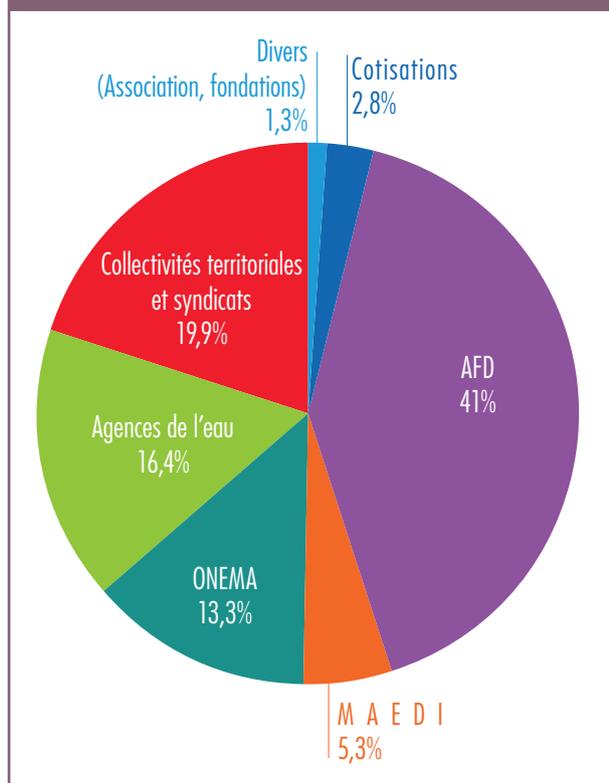
## Diversification des sources de financement

Le budget du pS-Eau en 2016 est un peu supérieur à 1,4 million d'euros. La diversification des sources de financement s'est confirmée avec une participation accrue des collectivités territoriales et des syndicats d'eau et/ou d'assainissement.

En 2016, première année d'un programme de 3 ans, le soutien de l'AFD demeure le plus important et représente près de 40% des ressources. Le soutien de l'État, majoritaire et indispensable, s'est concrétisé par de nouveaux engagements pour 3 années tant de l'AFD, que du MAEDI (avec lequel une convention cadre a été signée) que du Ministère en charge de l'Environnement (via l'Agence Française de la Biodiversité).

Rappelons que le pS-Eau est parvenu à ramener ce soutien, assuré à 100% par l'État en 2000, à 60% depuis 2012, niveau auquel il se stabilise depuis. Il correspond au niveau minimum nécessaire pour permettre au pS-Eau de remplir ses fonctions de services d'intérêt général.

Répartition des sources de financement 2016 par types de partenaires



AFD	570 000,00
MAEDI	74 080,40
ONEMA	185 000,00
Agences de l'eau	227 392,67
AEAG	33 190,60
AEAP	29 000,00
AERM	22 000,00
AERMC	99 552,07
AESN	43 650,00
Collectivités territoriales	276 501,76
Lyon Métropole	55 500,00
SIAAP	153 165,56
Région AURA	40 000,00
Autres	27 836,20
Acteurs privés	17 651,40
Cotisations	38 130,00
	1 388 756,23

L'appui des collectivités comme celui des agences de l'eau reste stable grâce à la hausse de l'appui de certains partenaires (SIAAP) qui compense la baisse enregistrée pour d'autres (particulièrement les départements et les régions). Malgré les pressions budgétaires de plus en plus fortes qu'ils connaissent, ces acteurs assurent toujours plus de 35% du budget.

L'effort fait en 2016 de recherche de nouveaux partenariats commence à porter ses fruits en 2017. L'appui extérieur recherché sur les « réseau-pays » s'est concrétisé au Sénégal et à Madagascar. D'un côté c'est l'Union Européenne qui soutien un partenariat de plusieurs organisations françaises emmenées par le pS-Eau, de l'autre ce sont des partenaires comme Total énergie et les Ong de la plateforme Area qui ont contribué au fonctionnement du réseau Ran'Eau.

La diversification des partenariats porte également sur les modalités de soutien aux initiatives portées par les migrants et les projets de moyennes tailles qui ne trouvent pas de soutiens réellement adaptés dans l'offre actuel. Les agences de l'eau et les fondations sont intéressées par ces réflexions. Nous mettrons à disposition les éléments collectés sur ces expériences de création de « fonds » à l'AFD qui réfléchit à la question du financement des méso-projets.

Enfin sur le plan thématique, outre une préoccupation accrue de faire le lien avec le « grand cycle » de l'eau (partenariat avec l'OMVS, l'OIEau) le pS-Eau s'est rapproché des initiatives portant sur le 1% énergie et le 1% déchets. Des partenariats sont en cours de développement avec Electriciens sans frontières et avec les porteurs de projets déchets dans les PED.

# Le conseil d'administration du pS-Eau

## Les membres du bureau

Président	Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Vice-Président	Jacky COTTET
Trésorier	Bruno VALFREY, Hydroconseil
Secrétaire	Thierry VANDEVELDE, Fondation Veolia

## Membres d'honneur

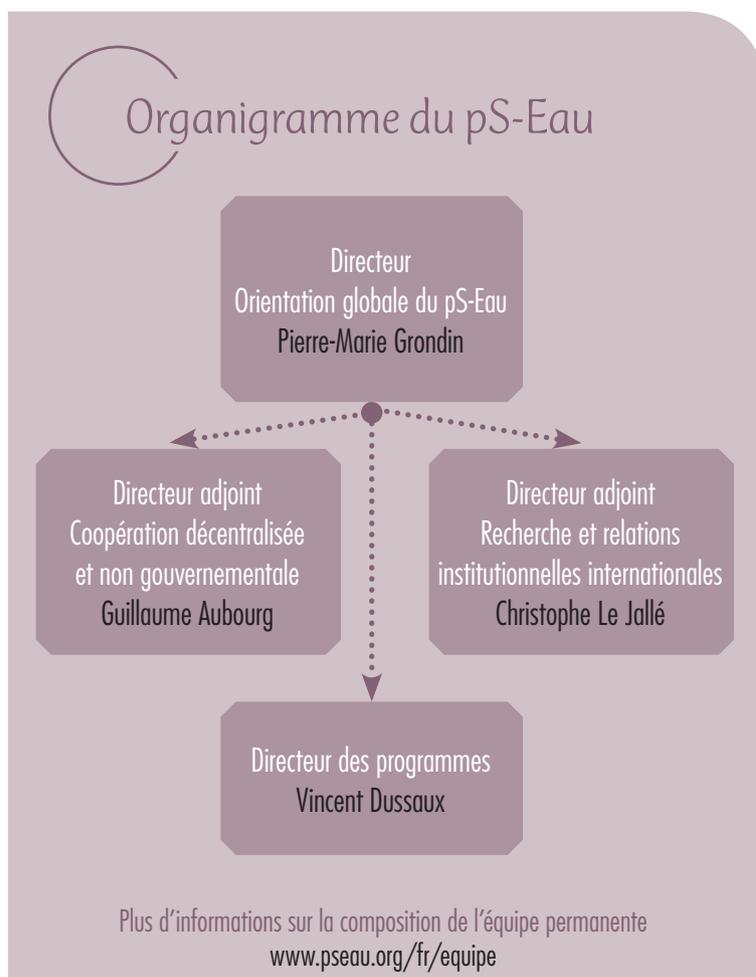
- René ALA (Ambassadeur de France),  
Président d'honneur
- L'association des maires de France  
(AMF)

## Membres associés

- Agence française de développement (AFD)
- Ministère des Affaires étrangères et du  
Développement International (MAEDI)
- Ministère de l'Environnement,  
de l'énergie et de la mer, chargé  
des relations internationales  
sur le climat (MEEM)

## Les membres du conseil d'administration

- M. Charles AUROUET, Croix Rouge Française
- M. Jean Bosco BAZIE, Eau Vive
- Mme Celia BLAUDEL, Mairie de Paris
- M. Olivier BRUYERON, Groupe de Recherche  
et d'Echanges Technologiques (GRET)
- Mme Isabelle BOUDINEAU,  
Région Nouvelle Aquitaine
- M. Jean Pierre CERDAN,  
Electriciens Sans Frontières
- M. Jean Paul COLIN, Lyon Métropole
- M. François DECOSTER, Agence d'urbanisme  
et de développement de Saint Omer
- M. Dominique GEOFFRAY, Aquassistance
- Mme Anne HIDALGO : Association Internatio-  
nale des Maires Francophones (AIMF)
- M. Brice LALONDE, Académie de l'eau
- M. Jean-Luc MOUDENC, France Urbaine
- Mme Mireille MURAWSKI (ACAD)
- M. Roland RIES, Cités Unies France (CUF)
- M. Olivier THIBAUT,  
Agence de l'eau Artois Picardie



# L'équipe du pS-Eau en 2016

## Directeur

Pierre-Marie Grondin [grondin@pseau.org](mailto:grondin@pseau.org)

## Comptabilité

Houharia Farsi [farsi@pseau.org](mailto:farsi@pseau.org)

## Directeur adjoint, recherche et relations institutionnelles internationales

Christophe Le Jallé [le-jalle@pseau.org](mailto:le-jalle@pseau.org)

## Directeur adjoint, coopération décentralisée et non gouvernementale

Guillaume Aubourg [aubourg@pseau.org](mailto:aubourg@pseau.org)

## Directeur des programmes

Vincent Dussaux [dussaux@pseau.org](mailto:dussaux@pseau.org)

## À Paris

Béatrice Turlonnias [turlonnias@pseau.org](mailto:turlonnias@pseau.org)  
Colette Genevaux [genevaux@pseau.org](mailto:genevaux@pseau.org)  
Michel Taquet [taquet@pseau.org](mailto:taquet@pseau.org)  
Aïssatou N'Diaye-Sydnei [ndiaye@pseau.org](mailto:ndiaye@pseau.org) (départ en avril 2017)

## En Bretagne

Sylvette Milin [milin@pseau.org](mailto:milin@pseau.org)

## À Lyon

Philippe Mouton [mouton@pseau.org](mailto:mouton@pseau.org)  
Sophie Charpentier [charpentier@pseau.org](mailto:charpentier@pseau.org)

## À Montpellier

Christophe Brossé [med@pseau.org](mailto:med@pseau.org)

## À Madagascar

Liana Rajaonary [rajaonary@pseau.org](mailto:rajaonary@pseau.org)

## Au Liban

Claire Papin-Stammose [papin-stammose@pseau.org](mailto:papin-stammose@pseau.org)

## Au Sénégal

Dame N'Diaye [dame.ndiaye@pseau.org](mailto:dame.ndiaye@pseau.org)

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Son but : accompagner les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau.

Le programme est soutenu depuis son origine par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, le ministère en charge de l'Environnement, et aujourd'hui principalement l'Agence Française de Développement.

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations du plus modeste des acteurs aux porteurs de projets les plus vastes.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant 26 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.

programme  
Solidarité-Eau

pS-Eau

programme Solidarité Eau  
32 rue Le Peletier  
75009 Paris  
T. 33 (0)1 53 34 91 20  
pseau@pseau.org

Antenne Lyon-Méditerranée  
80 cours Charlemagne  
69002 Lyon  
T. 33 (0)4 26 28 27 91  
lyon@pseau.org

[www.pseau.org](http://www.pseau.org)